



Ecole, hôpital, finances, territoriale etc. :

## **Les luttes dans la fonction publique, largement soutenues, peuvent faire dérailler la politique antisociale de Macron**

Dans sa conférence de presse du 25 avril, Macron a pu infliger son autosatisfaction et sa volonté de poursuivre la même politique. Il faut dire qu'il n'était pas gêné par ses interlocuteurs. Il a fait les questions et les réponses avec sa fiction de peuple, qu'il habille en « Gilets jaunes ». A quelques semaines des Européennes, le débat est vide, se concentre sur les recompositions politiciennes à droite, à l'extrême-droite, au centre et à « gauche ». La rupture avec l'UE des capitalistes, ses traités, directives et sa monnaie est absente.

**A l'Elysée, l'autre jour, il ne fallait pas compter sur les journalistes de complaisance pour interroger le président sur les plus grandes luttes sociales du moment, celles pour l'Ecole, pour l'hôpital public, contre le démantèlement des Finances publiques, pour les services publics territoriaux, pour la fonction publique en général.**

### **Les fonctionnaires ignorés, méprisés, menacés !**

**Macron a délivré ses bons points aux deux ministres Blanquer et Buzyn, pourtant les plus contestés par les luttes.** La « bonne élève » Buzyn a montré son éloignement des personnels en déclarant, sur LCP, que la grève des urgences n'avait rien à voir avec les conditions de travail. Blanquer s'empêtre entre « confiance » et « fake-news ». Macron a ignoré le discret ministre Dussopt, dont le projet de loi contre la fonction publique, peut et doit unir les mouvements sociaux dans toute la fonction publique et au-delà.

### **Une attaque frontale contre les fonctionnaires: les retraites.**

**Les mobilisations convergentes des fonctionnaires vont jouer fortement face à la nouvelle contre-réforme des retraites que Macron a commencé à détailler.** Elle est prévue pour la fin 2019. A tour de rôle, les gouvernements successifs s'en prennent au public et au privé pour mieux abaisser les acquis sociaux de tous. **L'établissement d'un « système par points » va faire calculer les retraites sur la base de l'ensemble des carrières** et non plus des meilleures annuités dans le privé et des six derniers mois dans le public. **Mécaniquement, c'est moins 20% ou moins 30% sur les retraites des fonctionnaires.** Le pouvoir va engager des « négociations-chantage » sur la prise en compte des primes (mais certains, dont les enseignants, n'en ont guère), sur l'augmentation du temps de travail et la dénaturation du travail (logique comptable contre vocation publique). Les reversions au dernier vivant, restées sans conditions dans le public, sont également directement menacées.

### **Une méthode législative tordue, antidémocratique, inacceptable !**

Le parallèle saute aux yeux. Le projet de loi Buzyn ne comprend quasiment que des autorisations données au gouvernement de prendre des ordonnances pour reformater l'offre de soins : aucun débat parlementaire sur des dispositions précises et surtout pas de débat public. Blanquer, idem, fait ajouter, par amendement, sans aucune information préalable, son coup de faire passer les administrations des écoles sous la coupe des collègues. Les procédés inacceptables sont à la hauteur du mauvais coup.

### **Emploi public : la saignée avec ou sans chiffrage !**

**Macron joue le grand seigneur: pour la casse des emplois de fonctionnaire, si ce n'est pas exactement 120.000 d'ici 2022, cela peut être modulé.** Il n'a plus besoin de l'effet d'affichage électoral en direction des « libéraux ». Mais tout le projet de loi Dussopt et les mesures actuelles tendent à casser de l'emploi à statut et le statut lui-même. **Les Finances publiques font l'objet d'un démantèlement général.**

**L'étranglement financier des collectivités annonce des dizaines de milliers de suppressions de poste statutaire.** Le projet Dussopt met au centre l'extension des recrutements de droit privé et une nouvelle précarisation – incompatible avec l'esprit service public – avec des « contrats de mission » temporaires.

### **Toujours la même logique : Précarisation, déqualification, privatisation !**

Le parallèle entre les projets Blanquer et Buzyn est flagrant. Des étudiants, des aides médicaux suppléent, des pharmaciens prescrivent, en lieu et place des enseignants et des médecins etc. **Complices, l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris** prétend faire des économies en liquidant, au profit du privé, la moitié de ses hôpitaux de gériatrie (qui ont une toute autre vocation que les EHPAD). **De son côté, la municipalité de Paris fait, sans cesse, le jeu des externalisations et du privé:** stationnement, secteurs du nettoyage, vélos etc. La scolarité obligatoire à 3 ans n'est qu'un immense cadeau (150 millions d'euros, 12,7

millions à Paris) pour les écoles privées.

## **Des maisons « France-services » pour mieux faire passer la désertification publique et sociale.**

L'annonce de Macron de maisons de service public, au niveau des (grands) cantons, est un leurre pour accompagner la liquidation en cours des services publics locaux accélérée, centres des finances publiques, bureaux de poste, guichets SNCF, accueils de la sécurité sociale etc. Personne ne peut être trompé par cette hypocrisie. De même, l'annonce d'un moratoire sur les fermetures d'écoles (suivant l'hémorragie des dernières années) ou d'hôpitaux ne peut faire illusion : le pouvoir va continuer à fermer des classes et des services. Avec Buzyn, le mot « hôpital de proximité » n'aura plus aucun sens, dénué, notamment, de service de chirurgie.

## **Moins de services publics, mais une fonction publique caporalisée ! Non, merci !**

Des proviseurs des Yvelines (pas tous) ont devancé l'appel en suivant une formation paramilitaire de la gendarmerie à l'automne 2018. D'autres ont fait pleuvoir, en apprentis-managers, les exclusions temporaires contre les élèves en lutte contre Parcoursup et la contre-réforme du lycée et les menaces contre les enseignants fidèles à leur vocation. Côté santé, les pouvoirs des administrations, à cheval sur public et privé, les arrogances de cadres aliénés, s'accroissent : dans les Groupements hospitaliers de territoires (GRT) ou dans les ARS. Côté école, le Sénat tente de transformer les directeurs d'écoles primaires, d'enseignants coordinateurs, à cadres administratifs à pouvoir hiérarchique. C'est grave! Toute une conception du service public est en jeu.

## **DES CONVERGENCES D'INTERETS AUX CONVERGENCES DE LUTTE !**

L'expression « convergence des luttes » est devenue un fourre-tout. Pour nous communistes, c'est un objectif qui ne se proclame pas – encore moins à des fins démagogiques et électoralistes - mais qui se travaille, à partir des convergences d'intérêts objectives entre travailleurs de secteurs différents, usagers, populations.

Le puissant mouvement contre « l'école de la confiance » peut et doit raviver l'opposition du secondaire contre la « réforme » du lycée, celles des lycéens à quelques semaines de leur réinscription ou de leur mise au rencart avec Parcoursup. Les luttes dans les services d'urgences concernent directement l'amont – la casse des centres de santé par exemple -, et l'aval – les suppressions de lits dans les autres services. Le mouvement des EHPAD ne peut être coupé de leur médicalisation, du financement de la sécurité sociale et de la lutte contre la mainmise des groupes privés, amis de Buzyn et Macron. La lutte, vitale, des agents des Finances publiques, pour le maintien de leur service, peut et doit engager les usagers et contribuables, au moment où le « Prélèvement à la source » est en train de saper le seul impôt juste, l'impôt sur le revenu, et le financement de la sécurité sociale (via la CSG).

**Avec cette analyse, communistes, fonctionnaires ou non, dans nos quartiers et nos entreprises, nous sommes entièrement partie prenante de la bataille pour la défense de la fonction publique. Pas de diversion :**

- Retrait du projet de loi Dussopt qui accroît la précarité, menace le statut
- Retrait du projet de loi Blanquer qui établit l'école de la défiance et de l'inégalité
- Retrait du projet de loi Buzyn, blanc-seing, par voie d'ordonnances, à la casse administrative du système de santé
- Chiffrage, également aux Finances publiques et dans les collectivités, des dizaines de milliers d'emplois statutaires de fonctionnaires à créer.
- Mobilisation, dès à présent, contre la « retraite par points » contre les fonctionnaires et contre tous.

**Les baisses d'impôts pour les plus riches, la casse du financement solidaire par la cotisation sociale de la Sécurité sociale, les subventions aux profits capitaliste : c'est, dans d'autres termes, la politique de Macron que nous combattons.**

**En 2008, après la crise financières, les capitalistes pleuraient qu'en France, notre système sociale, issu des luttes des travailleurs, ait atténué l'impact – le vol – sur les salariés, retraités, jeunes. C'est bien ces conquêtes sociales que nous défendons aujourd'hui !**

**Organisez votre colère, faites le choix de la lutte, adhérez !**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Mail : .....

